

Dans un restaurant pratiquement désert de Mostar (Bosnie-Herzégovine), le 2 juillet. KEMAL SOFTIC/AP



Ce devait être la grande année de l'Albanie. Il y a quelques semaines encore, Bérenger Thibaut, implanté dans le pays depuis sept ans, célébrait la hausse de 15 % des réservations enregistrées pour 2020 par son agence, Vacances Albanie. Après Madère et Lille, le congrès annuel des entrepreneurs du voyage devait s'installer dans la capitale, Tirana, à la fin du mois de mai, et braquer les projecteurs sur la région. Des dizaines d'hôtels avaient rénové leurs chambres pour loger les 300 participants attendus. «*Les étoiles étaient allignées*», résume M. Thibaut. *Mais tout s'est effondré avec la pandémie.* Les groupes qu'il devait accueillir cet été ont presque tous annulé leur séjour.

Pour faire face, il a renvoyé chez eux les guides avec qui il travaille. «*Nombre d'indépendants et de petits business familiaux du secteur dépendent de nous. C'est dur.*» Chaque jour, il scrute sa boîte mail, guettant de nouvelles réservations. Et espérant, surtout, que celles déjà complétées pour 2021 ne tombent pas à l'eau. «*Ce serait le coup de grâce. Beaucoup d'entre nous ne s'en relèveraient pas.*»

Albanie, Monténégro, Croatie : dans les Balkans, les pays où le tourisme pèse plus de 20 % du produit intérieur brut (PIB) sont très affectés par l'effondrement des déplacements. Selon les chiffres officiels publiés vendredi 10 juillet, le nombre de visiteurs arrivés en Croatie en mai a ainsi chuté de 96 % sur un an.

La récession s'annonce douloureuse dans la région, d'autant que les contaminations repartent à la hausse : la Serbie et ses 6,9 millions d'habitants enregistrent actuellement 300 nouveaux cas par jour. «*Notre système de santé, sous-développé et en ruine, s'effondrerait si nous étions confrontés à une deuxième vague*», redoute Aleksandra Tomanic, directrice du Fonds européen pour les Balkans.

PROBLÈMES STRUCTURELS

Mi-mars, ces pays avaient pourtant pris des mesures draconiennes pour limiter la propagation du virus : couvre-feu sévère en Albanie, patrouilles militaires en Serbie ou encore publication du nom des personnes en quarantaine au Monténégro. «*Sans surprise, nous avons observé un effondrement du trafic de passagers lorsque les pays ont fermé leurs frontières, mais désormais la demande de mobilité repart*», assure François Berisot, directeur général de l'aéroport de Belgrade, rouvert depuis le 18 mai. En 2018, celui-ci a été repris en concession par Vinci Airports. Avec 300 millions d'euros de travaux d'agrandissement engagés, le groupe français parie toujours sur l'essor de la Serbie comme plateforme régionale.

Néanmoins, depuis le début de la pandémie, les Balkans vacillent. Que l'on se concentre sur l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie ou que l'on prenne une définition plus large, incluant la Bulgarie, la Slovaquie et la Croatie, également membres de l'Union européenne (UE), ils devraient enregistrer un recul du produit intérieur brut (PIB) d'au moins 5 % en 2020. Et même de plus de 8 % au Monténégro et en Croatie, selon le Fonds monétaire international. Un plongeon violent au regard des 3,5 % de croissance enregistrés en moyenne en 2019.

«*Lorsque la pandémie [de Covid-19] a frappé, la région s'était enfin remise des séquelles de la crise de 2008*», déplore Aleksandar Hangimana, à la tête de l'antenne serbe de Manpower, dont l'activité a été divisée par cinq depuis février. Après l'explosion de la Yougoslavie en 1991 et les affrontements locaux qui ont suivi, les Balkans occidentaux avaient profité d'un afflux de capitaux au début des années 2000. Ils se sont interrompus avec la crise de 2008, avant de reprendre, d'abord doucement, après 2015.

Le Covid-19 est venu fracasser ce redressement, alors que la région souffre de problèmes structurels récurrents. «*Ces pays sont encore peu connectés entre eux en termes d'infrastructures et d'échanges, en raison d'un passé complexe*», détaille Florent Marciacq, spécialiste du sujet à l'université du Luxembourg. Le fantôme de l'union yougoslave et la méfiance entre capitales freinent l'instaur

ation d'un véritable marché commun local susceptible de bénéficier à la croissance.

Pour ne rien arranger, le niveau de corruption est élevé, les entreprises publiques sont mal gérées, et le secteur informel représente de 20 % à 60 % des emplois, selon les pays. «*De plus, l'économie reste très dépendante des investissements directs étrangers de l'Europe de l'Ouest*», note Pascal Devaux, spécialiste de la région chez BNP Paribas. Le commerce avec l'UE pèse 70 % des importations et 80 % des exportations de biens. Seules la Slovaquie, la Macédoine du Nord et la Serbie ont, après l'éclatement de la Yougoslavie, conservé une base industrielle non négligeable. Ces dernières années, leurs usines se sont intégrées aux chaînes de production allemandes, en particulier dans le secteur automobile, aujourd'hui en difficulté.

«*A cette dépendance s'ajoute celle aux fonds de la diaspora, cruciaux pour les revenus des ménages*», complète Grzegorz Sielawicz, chez Coface. Ceux-ci pèsent en moyenne de 10 % à 15 % du PIB, et leur contribution à l'économie va sans doute baisser en raison de l'augmentation du chômage à l'Ouest, comme de la moindre mobilité des travailleurs. «*La précarité risque d'exploser dans la foulée. Ici, les gens sont fatigués. C'est une bombe sociale à retardement*», s'inquiète M^{me} Tomanic. Le niveau de pauvreté local excède les 20 %, tandis qu'avant la pandémie le taux de chômage dépassait

déjà 10 % en Serbie ou 25 % au Monténégro.

Et ce, en dépit de l'émigration massive. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, près de 20 % des citoyens des Balkans vivent aujourd'hui hors de leur pays d'origine. «*Au début des années 2000, il y avait une forme d'euphorie dans la région, portée par l'espoir de jours meilleurs et la proximité avec l'UE*, se souvient Ludovic Lavature, implanté depuis vingt ans en Albanie, où il a créé M-pay, un service de paiement par smartphone. *La crise de 2008 a brisé cette énergie.*»

PLANS D'URGENCE

Lassés par la corruption et les faibles perspectives, beaucoup de jeunes diplômés font leurs valises pour tenter leur chance ailleurs. «*Certains des développeurs que je recrute se voient offrir des postes en Irlande, par LinkedIn, pour des salaires trois fois plus importants*», déplore M. Lavature. De fait, le coût de la main-d'œuvre y est inférieur à 6 euros de l'heure, contre 31,40 euros en moyenne dans la zone euro.

La fuite des cerveaux est particulièrement importante dans le secteur médical. Fin 2019, l'hôpital cantonal de Zenica, en Bosnie-Herzégovine, a lancé l'alerte : la ville de 100 000 habitants n'a plus d'unité de soin neuropédiatrique, faute de spécialiste. Trois cents médecins quittent le pays chaque année, selon l'association du secteur, et plus de 10 000 docteurs bosniens travaillent aujourd'hui

Beaucoup de jeunes diplômés tentent leur chance ailleurs. La fuite des cerveaux est très importante dans le secteur médical

en Allemagne. «*Plus les jeunes qualifiés partent, moins il y aura de talents disponibles sur place pour réformer l'économie et le système politique*», redoute un diplomate européen.

Pour surmonter la crise sanitaire, les gouvernements ont annoncé des plans d'urgence de l'ordre de 1 % à 6,7 % du PIB, avec des prêts garantis aux entreprises et des mesures de soutien aux salaires. Ils ont en outre bénéficié d'une aide de 3,3 milliards d'euros de l'UE. Si la pandémie est maîtrisée, l'activité devrait rebondir mécaniquement en 2021, comme sur le reste du continent.

Passé cet effet de rattrapage, la région se trouvera confrontée au principal risque de moyen terme, à savoir «*celui d'une croissance durablement affaiblie, notamment en raison de l'émigration*», résume Manfred Stamer, chez Euler Hermes. Difficile, dès lors, de combler l'écart avec l'Ouest. Aujourd'hui, la richesse par habitant de l'Albanie équivaut à 31 %

du niveau moyen européen. Elle est de 38 % pour la Macédoine du Nord, de 41 % pour la Serbie et de 50 % pour le Monténégro. Au rythme de croissance d'avant-crise, plus de six décennies leur seraient nécessaires pour rejoindre la moyenne européenne, d'après la Banque mondiale.

Afin de s'extraitre de ce piège et d'accélérer la convergence, ils devront trouver un autre modèle de croissance. «*Le bas coût du travail ne suffit plus à attirer des investisseurs. Des réformes sont indispensables pour innover et améliorer l'environnement des affaires*», résume Peter Tabak, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. «*C'est l'enjeu des prochaines années, et la Serbie pourrait profiter du mouvement de relocalisation depuis l'Asie*», espère Sanja Ivanic, directrice générale de la chambre de commerce France-Serbie.

Sans cela, le fossé pourrait se creuser encore entre les pays des Balkans membres de l'UE, qui bénéficieront du plan de relance de 750 milliards d'euros musclant leur croissance, et les autres. Au risque de repousser une nouvelle fois les discussions sur leur éventuelle adhésion à l'UE, perspective qui ne soulève guère d'enthousiasme à l'Ouest.

Les enjeux géopolitiques sont pourtant immenses dans cette petite région au carrefour des continents, où la transition démocratique reste fragile, alors que la Russie et la Chine y jouent de leur influence. Notamment en Serbie, où Pékin, accueilli à bras ouverts, multiplie les investissements. «*Les gouvernements locaux ont pris le prétexte de la pandémie pour éroder un peu encore plus les libertés publiques, c'est très préoccupant*», observe Natasha Wunsch, spécialiste de l'intégration européenne à Sciences Po.

La crédibilité de l'UE est ici en péril. Pour celle-ci, l'enjeu n'est pas seulement de stabiliser l'économie locale, conclut M^{me} Wunsch. Il est aussi et surtout de montrer qu'elle est capable de favoriser l'implantation des valeurs démocratiques qu'elle défend à ses portes. ■

MARIE CHARREL

PLEIN CADRE

Les Balkans confrontés au risque de décrochage

Très dépendante du tourisme et des investissements européens, la région plonge dans la récession. Une situation qui pourrait fragiliser la démocratie dans ces pays, où la Chine accroît son influence